

Le Parti populaire de Mariano Rajoy sort renforcé des élections parlementaires en Espagne

Le Parti populaire (PP) conduit par le Président du gouvernement sortant Mariano Rajoy est arrivé en tête des élections parlementaires qui se sont déroulées le 26 juin en Espagne. Il a recueilli 33% des suffrages et remporté 137 sièges (+ 14 par rapport au précédent scrutin du 20 décembre dernier) au Congrès des députés, chambre basse du parlement. Il devance le Parti socialiste ouvrier (PSOE) de Pedro Sanchez qui, contrairement à ce qu'avaient annoncé les enquêtes d'opinion, est resté le deuxième parti du pays et a obtenu 22,66% des voix, le deuxième plus faible résultat de son histoire, et 85 sièges (- 5). Unidos Podemos, alliance de Podemos, dirigé par Pablo Iglesias, et de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), conduit par Alberto Garzon, a recueilli 21,26% des suffrages et remporté 71 sièges. Les deux partis avaient obtenu ensemble 24,40% des voix le 20 décembre dernier et 71 députés. Enfin, Ciudadanos (C's) d'Alberto Rivera a recueilli 13% des suffrages et remporté 32 sièges (- 8).

Les deux nouveaux partis politiques de l'Espagne sont finalement les perdants de ce scrutin.

La participation a été l'une des plus faibles jamais enregistrées: 69,84% des électeurs se sont rendus aux urnes.

«Le vote s'est fragmenté. Chaque parti a renforcé son identité auprès de son électorat en traçant des lignes

rouges. *Résultat : chacun campe sur ses positions et le système est bloqué* » a indiqué Enrique Gil Calvo, politologue. « *Il faut que les Espagnols s'habituent à l'idée que le bipartisme historique a vécu. Nous sommes installés dans un contexte quadripartite pour une longue période et il faudra bien faire avec, faute de quoi nous sommes condamnés à une instabilité chronique* » a déclaré José Juan Toharia, sociologue.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DU 26 JUIN 2016 EN ESPAGNE

Congrès des députés

Participation : 69,84%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Parti populaire (PP)	7 906 185	33,28	137
Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)	5 424 709	22,83	85
Podemos (P)	5 049 734	21,26	71
Ciudadanos (C's)	3 123 769	13,15	32
Autres	2 252 277	9,48	25

Sénat

Partis politiques	Nombre de sièges
Parti populaire (PP)	130
Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)	43
Podemos (P)	12
Ciudadanos (C's)	0
Autres	23

Source : ministère de l'Intérieur

<http://resultados2016.infoelecciones.es/99CO/DCO99999TO.htm?lang=es>

<http://resultados2016.infoelecciones.es/99SE/DSE99999TO.htm?lang=es>

Seul parti à progresser, le Parti populaire a (davantage que les socialistes) bénéficié d'un retour des électeurs aux deux grands partis traditionnels du pays. Le vote des Britanniques en faveur de la sortie de l'Union européenne a entraîné la plus importante chute de toute l'histoire de la Bourse de Madrid (- 12%) et celle des taux d'intérêt de la dette souveraine espagnole et a certainement contribué à accroître le sentiment d'incertitude parmi les électeurs qui de ce fait se sont moins tournés vers les nouvelles forces politiques. Le Premier ministre Mariano Rajoy avait mis ses compatriotes en garde contre les « expérimentations des extrémistes et des radicaux » après l'annonce des résultats du référendum britannique.

S'il est légitime pour tenter de former un gouvernement, le Parti populaire n'a cependant pas obtenu la majorité absolue (176) et ne dispose pas de réels partenaires de coalition. Le parti de centre-droit Ciudadanos a plusieurs fois exprimé son refus en effet de gouverner avec Mariano Rajoy, symbole de la corruption qui gangrène l'Espagne. Le parti exige également une modification de la loi électorale qu'il juge trop favorable aux « grands » partis pour participer à un gouvernement conduit par le Parti populaire. Une alliance Parti populaire-Ciudadanos serait de toute façon insuffisante (7 voix manquent) et les deux partis devraient trouver d'autres alliés pour atteindre la majorité absolue.

Les socialistes se maintiennent et leur dirigeant Pedro Sanchez pourrait envisager de proposer une coalition de gauche en position de force par rapport à la

coalition Unidos Podemos. Le *sorpasso* (dépassement), soit le fait pour la gauche radicale de devancer le Parti socialiste ouvrier (comme en Grèce où le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) a été supplanté par la Coalition de la gauche unie (SYRIZA)), n'a finalement pas eu lieu.

Selon les enquêtes d'opinion, les électeurs socialistes sont divisés sur la question des alliances possibles de leur parti avec celui de Pablo Iglesias. « *Au sein du PSOE, les personnes hostiles à Podemos sont les plus nombreuses* » affirme Pablo Simon, professeur de sciences politiques à l'université Carlos III de Madrid. Pablo Iglesias a indiqué vouloir former un gouvernement avec les socialistes qu'il qualifie de « vieille social-démocratie ». « *Podemos gouvernera l'Espagne tôt ou tard* » a-t-il déclaré l

Les élections parlementaires du 26 juin, comme les précédentes du 20 décembre 2015, ne permettent pas de dégager une majorité de gouvernement. La progression du Parti populaire accroît cependant le total des sièges de droite (169) par rapport à ceux de gauche (157), l'écart n'était que de 3 dans le Congrès des députés sortant.

Marian Rajoy a revendiqué le « droit de gouverner ». Sera-t-il à la tête d'un gouvernement minoritaire, donc fragile, ou parviendra-t-il à former cette fois-ci une coalition et si oui avec qui ?

Le nouveau parlement siégera le 19 juillet prochain. « *Avec le passage de 2 à 4 partis dominants, le nouveau Parlement est davantage démocratique* »

mais l'incapacité à sceller des alliances accentue les frustrations citoyennes, la lassitude et la sensation d'incompétence de notre classe politique » a indiqué le président de l'institut d'opinion Metroscopia, José Juan Toharia. « *On ne peut pas aller vers un troisième scrutin. Que cela leur plaise ou non, les partis* devront passer des alliances » a affirmé Pablo Simon, politologue. « *Les électeurs ont pu admettre que, la première fois, la configuration était inédite. Mais cette fois-ci, ils ne le pardonneront pas. Et les pressions internationales seront également plus fortes* » a-t-il ajouté.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.